

## *Éditorial*

# La débâcle annoncée d'une victoire indépendantiste à Timor oriental

*« The people of East Timor have thus rejected the proposed special autonomy and expressed their wish to begin a process of transition towards independence »*

Kofi Anan, Conseil de Sécurité des Nations Unies, septembre 1999

Il aura fallu attendre l'aube du troisième millénaire pour que la communauté internationale reconnaisse expressément la volonté du peuple de Timor oriental. Il aura fallu attendre vingt-cinq anniversaires de la Révolution des Œillets (25 avril 1974) pour que s'achève le processus de décolonisation portugaise. À l'heure où ces lignes sont écrites, les premiers éléments des forces de paix viennent de fouler le territoire de ce que l'on appelle déjà *Timor Loro Sae*<sup>1</sup>. Après les terribles journées survenues suite au vote historique du 30 août dernier, l'heure est certes au soulagement pour les indépendantistes, mais c'est aussi celle des bilans et des explications. En effet, ironie du sort ou injustice de l'histoire, le Timor oriental aura été, par deux fois dans ce dernier quart de siècle, la victime innocente de deux processus de démocratisation : celui du Portugal en 1974 et celui de l'Indonésie en 1999. L'espace d'un éditorial ne permet pas de dire tout ce qu'on n'a pas dit sur cette tragédie ces dernières années. Reste ici la tentative d'une brève explication, d'une dénonciation ou simplement d'une interrogation sur l'histoire, déjà si turbulente, de cette nation enfin en devenir.

---

1. « Timor du soleil levant » en langue tétum (l'une des principales langues de la partie orientale de l'île de Timor).

## L'explication

Tous ont pu voir les images du massacre orchestré par les milices pro-intégrationnistes généreusement soutenues par les militaires indonésiens après ce vote historique réclamé depuis 1975 par les Timorais. Une fois le moment d'indignation passé, il ne peut que demeurer un sentiment de profonde *admiration* pour tous ces visages anonymes qui se sont pressés aux portes des bureaux de vote pour exprimer leur vœux. Plus de 98 % de votants et un résultat sans équivoque : 78,5 % des Timorais ont rejeté la proposition d'autonomie spéciale proposée par l'Indonésie. Pourquoi un résultat si expressif ? Pourquoi une affluence si massive aux urnes ? Les Timorais n'ignoraient pas ce qui les attendait après le vote<sup>2</sup>, et malgré cela, ils ont voté massivement. Ce seul geste nous fait comprendre comme jamais auparavant l'horreur que fut l'occupation indonésienne de Timor oriental. Si l'on veut comprendre cette victoire indépendantiste, il faut aussi expliquer l'Indonésie du général Suharto et de son *Ordre Nouveau*. Ou pour mieux dire expliquer la conflictualité régnant entre cette Indonésie qui a voté, elle aussi, massivement pour une démocratisation du régime lors des dernières élections générales, et cette Indonésie du pouvoir militaire répressif et dictatorial. C'est ce pouvoir militaire qui est responsable des atrocités perpétrées à Timor oriental depuis 1975, c'est ce lui qui a étouffé toutes velléités d'opposition depuis le coup d'État de 1965<sup>3</sup>. C'est dans ce cadre que peut être entendu tout ce qu'a pu représenter l'incorporation de Timor oriental pour la République Unitaire d'Indonésie.

Dans la conjoncture du milieu des années 1970, l'Indonésie s'offrait le prestige d'éradiquer le dernier bastion du colonialisme occidental en Asie du Sud-Est, sous le regard clairvoyant de la communauté internationale<sup>4</sup>. La propagande du régime indonésien fit le reste et comme l'avait fait en son temps le régime salazariste pour les colonies portugaises, les Indonésiens de la jeune génération étaient pour la plupart, eux aussi, persuadés que Timor oriental appartenait tout naturellement à l'Indonésie.

À cette propagande nationaliste s'est opposée le verdict d'un référendum depuis si longtemps réclamé par les Timorais. L'option indépendantiste à Timor oriental a gagné cette fois une légitimité incontestable et irréversible, celle des urnes. Le prix à payer par l'Indonésie dans cette débâcle est bien élevé : en tout premier lieu, son prestige international dans le concert des nations a souffert, en second lieu le cliché du « paradis touristique balinien » a perdu de sa vivacité dans l'opinion internationale, enfin l'opinion publique indonésienne plus éclairée commence à juger sévèrement le pouvoir<sup>5</sup>. La victoire indépendantiste était acquise dans toutes les prévisions et le retrait

2. La course aux urnes s'est réalisée tôt dans la matinée : en fin de matinée, la plupart des indépendantistes prenaient déjà le chemin du refuge vers les montagnes pour échapper aux représailles indonésiennes.

3. Comme par exemple les centaines de milliers de morts lors des purges contre les communistes indonésiens.

4. À quelques exceptions près : le Portugal a dénoncé dès le premier instant l'invasion ainsi que d'autres pays et tout particulièrement les PALOPs.

5. Selon l'éditorial du *Jakarta Post* du 6 septembre 1999, « *the East Timorese have resoundingly rejected an offer by Jakarta for wide-ranging autonomy within Indonesia. Without doubt, for quite a number of Indonesians (and some East Timorese as well) last week vote represents a painful decision. Indonesians have lost their lives in the territory. [...] thousands of ordinary Indonesians have settled there in the belief that the territory would offer them an opportunity to build a living that is better than what they had in their own hometowns and villages* ».

indonésien du territoire après vingt-quatre années d'occupation était accepté par le pouvoir de Djakarta depuis la signature des accords de New York. Quel intérêt pouvait donc trouver le pouvoir militaire en recrutant, armant, protégeant et parfois même se mêlant aux milices ? Qu'est-ce qui pouvait donc justifier cette opération suicide, puisque la légitimité du référendum organisé par l'Onu ne laissait aucune marge de manœuvre aux militaires ? Certaines voix affirment qu'en recrutant les milices<sup>6</sup> dans les milieux du gang et de la petite criminalité indonésienne, les militaires assurés de leur mise<sup>7</sup> cherchait simplement à se venger, à détruire pour détruire, à partir si l'on ose dire « la tête haute ». Peut-être.

Mais il semble surtout que les militaires, au moins une faction d'entre eux, ont voulu envoyer un message clair au nouveau pouvoir issu des élections démocratiques et qui formera en novembre 1999 le nouveau gouvernement, à savoir qu'ils continuent à représenter en quelque sorte un pouvoir dans le pouvoir, dont l'Indonésie ne peut se passer. On imagine en effet déjà les retombées désastreuses qui adviendraient si un tel scénario se répétait dans les provinces séparatistes au moment où l'Indonésie est plus que jamais au centre de toutes les attentions...

Mais justice soit faite à cette Indonésie qui tente de trouver sa voie vers la démocratisation, car il fallait beaucoup de courage au pouvoir, même si lui aussi voulait se débarrasser de la question timoraise<sup>8</sup>, pour entamer ce processus face à un nationalisme orthodoxe qui ne veut aucune remise en cause de la géographie de l'archipel ; il fallait beaucoup de courage au président Habibie pour « inviter » les forces internationales à intervenir. L'Indonésie démocratique lui en sera, au moins moralement, reconnaissante<sup>9</sup>.

## La Dénonciation

On l'aura bien compris, l'avenir des Timorais s'est joué depuis l'invasion de 1975, sur les complexes jeux de pouvoir du régime indonésien et plus récemment sur le fragile processus de démocratisation qui s'est amorcé après la chute du général Suharto. Mais le constat est lourd : un tiers de la population décimée<sup>10</sup>, l'horreur de ces derniers jours et un pays en cendre. Pouvait-on, avait-on le droit de laisser les choses se détériorer si fatalement ? On a vu certes, ces étudiants indonésiens manifester devant les ambassades

6. L'organisations de milices n'est pas une nouveauté dans l'histoire de l'Indonésie : voir à ce sujet R. CRIBB, *Gangsters and Revolutionaries : The Jakarta People's Militia and the Indonesian Revolution of 1945-49*, Sidney, Allen & Unwin, 1991.

7. Sur la culture du milieu de la criminalité et ses relations avec le pouvoir de l'Ordre Nouveau indonésien, voir l'excellent livre de J. SIEGEL, *A new criminal type in Jakarta*, Duke University Press, 1998.

8. L'idée communément acceptée que Djakarta ne voulait pas lâcher prise du Timor oriental nous semble fausse. En effet sur le plan diplomatique et international, cette occupation illégale dénigrait l'image de l'Indonésie et lui barrait l'accès à beaucoup de projets d'aide internationale.

9. Voir l'éditorial du *Jakarta Post* du 9 septembre 1999, « Nationalism on the rise ? » : « *What this column aspires to say by all this, is that while nationalism has its place, care must be taken that it does not turn into a selfish, acquisitive ideology that disregards the recognized universal humanitarian values. No less important, Indonesians must realize that in this era of globalization, self-isolation and disregard of the accepted universal norms of international conduct can lead to political and economic devastation for the nation. This, surely, is not what any well-thinking nationalists anywhere aspires to achieve* ».

10. Le nombre de disparus depuis 1975 reste une inconnue, cependant la plupart des estimations semblent converger vers le chiffre de 200 000 disparus (pour environ 600 000 habitants en 1975).

à Djakarta contre « la séparation » de la « 27<sup>e</sup> province indonésienne » – ces jeunes, fils de soldats ayant perdus la vie à Timor oriental, peut-on les condamner ? Dans cette affaire, on a volontiers pointé le doigt vers l'Indonésie. Mais pourquoi la communauté internationale a-t-elle pris tant de temps à expliquer aux Indonésiens que Timor oriental, dans l'ordre international, n'a jamais été reconnu comme province indonésienne<sup>11</sup> ? Pourquoi a-t-on garanti dans un élan d'optimisme généralisé aux Timorais qu'ils pourraient voter librement sans représailles ? Pourquoi aux premières menaces des milices, l'Unamet a-t-elle tracé ses plans d'évacuation, alors que son mandat se prolongeait après la promulgation des résultats ? Pourquoi le gouvernement portugais et les Nations Unies n'ont pas inclus dans l'accord de New York du 5 mai, une clause de sauvegarde au cas où l'Indonésie n'honorerait pas ses obligations en ce qui concerne le maintien de la sécurité dans le territoire ? Bien des questions restées à ce jour en suspens, et pour réponse ce seul commentaire du commandant des Falintil (Forces armées de libération nationales de Timor oriental) alors que le massacre est à son apogée : – « *aqui é triste* » (« ici, c'est triste »).

Triste aussi, fut à bien des égards l'attitude de ces derniers jours du gouvernement portugais face à la tragédie. Si la société civile portugaise fit preuve d'une mobilisation sans précédent, moins noble s'est avérée la position du gouvernement. On était habitué à ce que les hommes politiques utilisent la cause de Timor oriental, mais la honteuse tentative de récupération politique à des fins électoralistes<sup>12</sup> aura dépassé en ces jours les limites de l'acceptable. Timor par-ci, Timor par-là<sup>13</sup>, diabolisation à outrance de l'Indonésie etc...

Et cet incroyable silence : pas un mot sur la dette historique que le Portugal a envers Timor oriental, pas un mot sur ce terrible abandon d'un jour de décembre 1975... Décidément le Portugal, s'il a été certes depuis le milieu des années 1980, à l'aide d'une diplomatie persévérante et convaincue, l'avocat le plus fidèle de la cause timoraise, a encore bien du mal à traiter la question coloniale au moyen d'une rétrospective intelligente et honnête sur l'histoire contemporaine du Portugal démocratique. Mais cela viendra peut-être un jour...

### L'interrogation

À l'heure où se profile un Timor oriental indépendant, quelques interrogations subsistent, à savoir celles directement liées à la construction d'une société démocratique et libre car c'est bien cela dont il s'agit maintenant. Pourrait-il y avoir à Timor oriental, comme base d'une reconstruction nationale, un scénario de réconciliation à la sud-africaine ? Il y eut quand même 21 % des votants à s'exprimer en faveur de l'option intégrationniste, et s'il faudrait certes vérifier avec précision combien de ces votants sont de

11. Exception faite de l'Australie, seul pays à avoir reconnu la souveraineté indonésienne sur le territoire dès 1989.

12. Des élections législatives se tiennent au Portugal le 10 octobre 1999.

13. Voir l'affaire des taureaux de mort de Barrancos. La mise à mort des taureaux dans les corridas traditionnelles du village de Barrancos (Alentejo) a été interdite par la loi. Au défi lancé par les habitants du village qui insistent à ignorer ladite loi, le ministre de l'Intérieur, Jorge Coelho, interpellé sur les mesures préventives à utiliser avant la mise à mort, rétorqua que la police n'interviendrait pas, car selon ses dires la population portugaise ne tolérerait pas qu'il y ait violence au Portugal, le jour même où l'on votait au Timor oriental...

« vrais est-Timorais »<sup>14</sup>, si l'on peut ainsi s'exprimer -, il faudrait également s'interroger sur la place que cette nouvelle société sera prête à leur accorder. Quelle va être aussi la place que pourront trouver les Timorais issus de la diaspora qui au long de ces années on vécu une expérience sociale, culturelle bien différente des membres de la communauté restés à l'intérieur du territoire ? Sur le système de justice, va-t-il y avoir une justice claire et indépendante ? Ou va-t-on laisser place aux vengeances de ceux qui ont été affectés par ce drame ? Il ne s'agit pas ici seulement des déboires de l'occupation indonésienne, mais aussi et peut-être surtout des disparitions, des meurtres, des comptes non réglés du conflit inter-timorais de 1975.

De même qu'il paraît essentiel que le Portugal dresse un bilan adulte des événements liés à la décolonisation portugaise de Timor oriental<sup>15</sup>, il paraît tout aussi fondamental que les Timorais fassent dans un futur proche ou de moyen terme une rétrospective intelligente sur les attitudes timoraises, qui elles aussi, il ne faut pas l'oublier, ont contribué à précipiter le territoire dans l'effroyable tragédie de ces vingt-cinq années. Il ne s'agit pas là de dresser des procès staliniens ou d'entamer, un quart de siècle plus tard, une chasse aux sorcières, mais de permettre par le biais d'une reconstitution historique fidèle, de trouver au sein d'une micro-société dans laquelle beaucoup d'individus ont des liens parentaux, les prémisses d'une société juste et démocratique.

Quant à la communauté internationale qui a si longtemps ignoré le conflit timorais, il semble nécessaire d'exiger d'elle qu'elle fasse au moins justice au peuple de Timor oriental, en préparant la création d'un tribunal international pénal pour juger les responsables des crimes contre l'humanité commis dans ce territoire.

### De la création d'une identité nationale

Nous allons assister dans les prochains temps à la naissance d'un nouvel État-nation qui restera certainement dans les mémoires comme l'un des conflits les plus meurtriers, à l'échelle de la population timoraise, pour la reconnaissance de ce fameux droit des peuples à disposer d'eux mêmes, que les membres de la communauté internationale ont à la fois adoré, sublimé, détesté ou simplement nié. L'Indonésie a fait un pas historique en acceptant, certes un peu contrainte, mais en acceptant quand même, la réalisation d'un référendum à Timor oriental. Et ce n'est pas mince affaire que de le souligner en connaissance de ses propres problèmes internes et de son nationalisme féroce. Quant à Timor oriental, nul ne peut aujourd'hui nier que l'occupation indonésienne a sinon construit, du moins consolidé, une véritable identité nationale. Si cette identité n'a été que l'écho timide d'une poignée d'individus en 1974-1975, elle s'est développée et est devenue

14. Il est fort probable que une bonne partie de ces 21,5% représente les intérêts indonésiens. En effet l'accord du 5 mai l'« *Agreement regarding the modalities for the popular consultation of the East Timorese through a direct ballot* » mentionne que sont éligibles au droit de vote toutes les personnes de plus de 17 ans a) nées dans le territoire, b) nées en dehors du territoire mais d'au moins d'un parent originaire du territoire et c) conjoint de personne possédant une des qualités sus-mentionnées. Selon cette définition, ont donc pu voter une partie des fils des « transmigrants » (Indonésiens installés à Timor) nés dans le territoire ainsi que leurs conjoints.

15. Pour un vécu personnel de l'histoire des événements de 1975 voir A. M. Cravo CASCAIS, *Timor quem é o culpado ?*, Braga, Braga Editora, 1977.

adulte dans les montagnes de Timor oriental, dans les villes, dans la diaspora et au cœur même de l'Indonésie par cette résistance meurtrie mais inlassable, toujours présente et grandissante. Cette identité nationale s'exprime aujourd'hui à travers ces images qui nous parviennent du territoire sur un double facteur : l'identité religieuse (catholique<sup>16</sup>) et l'identité linguistique (le portugais) que les Timorais ont conservée, vénérée, choyée, comme symboles de résistance et d'identité face à l'autre, le musulman, le Javanais, on dirait presque l'Asiatique...

À ceux qui continueront d'affirmer que l'identité « est-timoraise » est une invention du colonialisme européen, il faudra répondre, que si, comme il a été dit, la nation naît d'un postulat et d'une invention, elle ne vit que de par l'adhésion collective à cette fiction.

– « *Resistir é vencer* » (« Résister c'est vaincre ») disent les Timorais. Ils l'ont bien prouvé...

*Septembre 1999*

**Lurdes Marques SILVA**

Centro português de estudos do Sudeste asiático, Lisbonne

---

16. Islam et protestantisme sont très minoritaires.